

Observatoire de la Dissuasion

Bulletin mensuel

EMMANUELLE MAITRE
Observatoire sous la direction de
BRUNO TERTRAIS

FONDATION
pour la **RECHERCHE**
STRATÉGIQUE



SOMMAIRE

AVANT-PROPOS.....	3
VEILLE.....	4
1. Russie.....	4
2. États-Unis.....	4
3. États-Unis – Chine.....	4
4. Russie.....	4
5. Inde.....	4
QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES.....	5
1. Officialisation de la nouvelle doctrine nucléaire russe Par Isabelle Facon.....	5
2. Le testament nucléaire de l’administration Biden Par Bruno Tertrais.....	8
QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES.....	10
1. Où en est l’arsenal d’ICBM de la Corée du Nord Par Emmanuelle Maitre.....	10
PUBLICATIONS ET SEMINAIRES.....	13
1. Posture nucléaire de l’OTAN et maîtrise des armements.....	13
CALENDRIER.....	16

Novembre 2024

AVANT-PROPOS

Comme annoncé le mois dernier, la Russie a procédé à une révision de sa doctrine nucléaire, avec un nouveau document publié le 19 novembre 2024. Au-delà d'un possible abaissement du seuil nucléaire, cette doctrine comporte quelques nouveautés intéressantes, qui traduisent à la fois des considérations liées au positionnement russe dans la guerre en Ukraine mais également au rapport de force de plus long terme avec l'OTAN.

Côté américain, une synthèse déclassifiée de la Directive présidentielle de planification nucléaire a été publiée en novembre 2024, volonté de l'administration Biden de transmettre ses enseignements concernant l'évolution des équilibres stratégiques.

Ce bulletin fait un point sur les programmes nord-coréens de missiles intercontinentaux et évoque deux publications récentes sur la posture nucléaire de l'OTAN.

Ce bulletin est réalisé avec le soutien du Ministère des Armées. Les informations et analyses contenues dans ce document sont sous la seule responsabilité des auteurs et n'engagent ni le Ministère des Armées, ni aucune autre institution.

VEILLE

1. Russie

21 novembre 2024 : frappe sur la ville de Dnipro, Ukraine, utilisant un nouveau modèle d'IRBM désigné comme [l'Orechnik](#)¹.

2. États-Unis

5 novembre 2024 : essai d'un ICBM [Minuteman III](#) depuis la base de Vandenberg, Californie².

3. États-Unis – Chine

6 octobre 2024 : [déclaration conjointe](#) de Joe Biden et Xi Jinping sur la nécessité de préserver un contrôle humain sur la décision d'emploi de l'arme nucléaire³.

4. Russie

19 novembre 2024 : publication du [décret](#) mettant en place la nouvelle doctrine nucléaire de la Fédération de Russie⁴.

5. Inde

17 novembre 2024 : essai d'un [nouveau missile](#) qualifié d'« hypersonique » par les autorités et d'une portée annoncée à 1 500 km⁵.

28 novembre 2024 : essai du missile mer-sol [K-4](#) depuis le sous-marin Arighaat immergé en mer du Bengale⁶.

¹ Robert Greenall et Chris Partridge, « What we know about Russia's Oreshnik missile », *BBC*, 22 novembre 2024.

² « Minuteman III Test Launch Showcases Readiness of U.S. Nuclear Force's Safe, Effective Deterrent », Vandenberg Space Force Base, 6 novembre 2024.

³ Jarrett Renshaw et Trevol Hunnicutt, « Biden, Xi agree that humans, not AI, should control nuclear arms », *Reuters*, 17 novembre 2024.

⁴ Executive Order Approving the Basic Principles of State Policy, Kremlin.ru, 19 novembre 2024.

⁵ « India's successful test of hypersonic missile puts it among elite group », *CNN*, 17 novembre 2024.

⁶ « India tests submarine-launched ballistic missile with a range of around 3,500 km », *The Hindu*, 29 novembre 2024.

QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES

1. **Officialisation de la nouvelle doctrine nucléaire russe**

Par Isabelle Facon

Comme indiqué dans le numéro d'octobre 2024, la modification de la doctrine russe s'inscrit dans une dynamique double de temps court et long⁷. Concernant le temps court : la signature de l'oukase présidentiel approuvant la nouvelle version de la doctrine nucléaire intervient immédiatement après l'autorisation donnée par les États-Unis à l'Ukraine d'utiliser les missiles MGM-140 ATACMS sur le territoire russe. Si la Russie pourrait ne pas considérer cette décision comme un tournant stratégique (combien de missiles ? nature des sites ciblés ?), elle peut en revanche craindre qu'elle puisse augurer d'une escalade plus sérieuse et plus massive à venir dans une situation qui apparaît comme une transition complexe. Le nouveau texte de doctrine ajoute, comme l'avait annoncé le président Poutine en septembre⁸, une attaque « massive » par des moyens aérospatiaux de tous types contre le territoire de la Russie à la liste des « conditions déterminant la possibilité d'emploi de l'arme nucléaire » (point 19). Il y a donc naturellement une correspondance entre les deux événements.

Sur le temps long, depuis 18 mois environ, des discussions sont en cours en Russie sur la question de savoir si la guerre en Ukraine a affecté la crédibilité de la dissuasion russe. Ce débat a commencé en juin 2023, avec *grosso modo* deux « écoles » qui, tout en préconisant des réponses différentes, convergent sur le sentiment que cette crédibilité a pu être compromise par le conflit. D'un côté, les voix les plus « raisonnables » déplorent qu'à trop laisser se déployer le « bruit nucléaire » (déclarations et menaces à l'emporte-pièce de certaines figures éloignées de la prise de décision sur les questions de défense mais médiatiques) et qu'à trop user du signalement nucléaire, les autorités russes ont contribué à affaiblir la portée de la dissuasion nucléaire. Dans ce camp, les spécialistes jugent que modifier la doctrine ne s'impose pas puisqu'elle a été adoptée en 2020, alors que les relations russo-occidentales étaient déjà profondément dégradées. À l'opposé du spectre, des voix moins « posées » constatent que les Occidentaux ont franchi progressivement différents caps dans leur aide militaire à l'Ukraine et entendent toujours faire subir une défaite stratégique à Moscou. Jugeant que cela montre que la dissuasion n'a pas fonctionné, ces experts conseillent de « dégriser » les Occidentaux, de les remettre

⁷ Isabelle Facon, « Poutine et la doctrine nucléaire : enjeux tactiques et stratégiques », [Bulletin de l'Observatoire de la dissuasion](#), n° 124, octobre 2024.

⁸ *Idem*.

face à la peur du nucléaire, qu'ils auraient perdue. Dans ce cadre, une option préconisée (parmi d'autres, dont certaines extrêmes) est de modifier, pour la durcir, la doctrine nucléaire.

Semblant rallié plutôt à la première école, Vladimir Poutine a cependant changé de point de vue, estimant au printemps 2024 que la doctrine est un « instrument vivant » qui peut évoluer en fonction des circonstances (la Russie avait dans la même période décidé de tenir des exercices de ses forces nucléaires non stratégiques, confirmant la perception côté russe du besoin d'un signalement plus vigoureux).

Parmi les points qui ont attiré l'attention dans le nouveau document de doctrine figure la formule, elle aussi pré-annoncée par Poutine en septembre, selon laquelle une attaque par un État non doté de l'arme nucléaire bénéficiant de la participation ou du soutien d'une puissance dotée sera considérée à Moscou comme une « attaque conjointe » (point 11). Cela reprend la position russe sur les garanties négatives vis-à-vis des États non dotés formulée en 1995 : la Russie avait indiqué que ces garanties ne s'appliqueraient pas dans le cas d'une invasion ou d'une attaque contre son territoire ou ses forces armées conduite par un État non nucléaire associé ou allié à un État nucléaire. Néanmoins, ce point ne figurait pas explicitement dans les précédentes doctrines militaire et nucléaire et, dans le contexte actuel, il prend forcément un relief particulier.

La nouvelle doctrine est utilisée par le Kremlin comme à la fois un outil dans la gestion du conflit en Ukraine, enjeu immédiat, et une démarche visant à « calibrer » les termes de son rapport de forces avec l'OTAN, qui s'inscrit dans le plus long terme. La modification de la doctrine nucléaire est une manière de poser le cadre stratégique des relations avec les pays occidentaux pour les prochaines années⁹. Moscou va devoir reconstituer son potentiel conventionnel face à une OTAN qui s'est élargie (Finlande et Suède) et a renforcé son dispositif militaire dans les zones de contact avec la Russie. Cette situation laissait présager une revalorisation des armes nucléaires dans la politique de défense russe, avec un abaissement du seuil d'emploi à la clef. Plusieurs éléments peuvent être mentionnés à cet égard.

L'un d'entre eux concerne l'ajout, dans la section sur les éléments pouvant déboucher sur la décision de recourir au nucléaire (point 19), des attaques « massives » réalisées par tous types de moyens aérospatiaux (non seulement missiles balistiques, mais également avions de l'aviation stratégique et tactique, missiles de croisière, drones, moyens hypersoniques, etc.). Cette mention renvoie aux craintes russes déjà anciennes face au risque de frappes aérospatiales saturantes qui dépasseraient complètement les défenses antimissiles et antiaériennes russes et mettraient en cause le fonctionnement des forces nucléaires stratégiques, voire décapiteraient les centres de décision politique. Cette inquiétude est renforcée aujourd'hui par certains enseignements de la guerre en Ukraine et des évolutions technologiques récentes¹⁰.

Par ailleurs, la précédente version, datant de 2020, indiquait que le nucléaire pouvait être employé en cas d'attaques conventionnelles susceptibles de mettre en cause « l'existence même de l'État russe ».

⁹ Ceux-ci sont très présents dans la liste, au point 15, des dangers militaires susceptibles d'évoluer en menaces militaires pour la neutralisation desquelles s'exerce la dissuasion nucléaire.

¹⁰ À noter une autre modification dans cette section : l'emploi par l'adversaire d'armes de destruction massive contre des formations militaires et (ou) des installations russes déployées hors des frontières de son territoire.

Désormais, la formule retenue porte sur une agression conventionnelle contre la Russie et le Belarus (« comme parties de l'État d'union » russo-bélarusse) représentant une « *menace critique à leur souveraineté et (ou) leur intégrité territoriale* ». Cette formulation a été perçue comme plus « permissive », plus « lâche » que celle du texte de 2020. En tout état de cause, ce nouvel énoncé a clairement vocation à entretenir l'ambiguïté sur le seuil d'emploi et les lignes rouges de Moscou.

La mention de la dissuasion nucléaire russe protégeant le Belarus quel que soit le type d'attaque (au moyen d'armes conventionnelles ou d'armes de destruction massive) est intéressante. Dans la précédente doctrine, il était question de protéger les alliés de la Russie mais uniquement en cas d'attaques au moyen d'armes de destruction massive ; et les alliés n'étaient pas mentionnés nommément. Ce changement entérine le fait qu'aujourd'hui, le Belarus, frontalier de plusieurs pays membres de l'Alliance atlantique, est *de facto* intégré dans le dispositif stratégique et de défense de la Russie à l'ouest, et rappelle le nouveau partage nucléaire décidé en 2023 avec le déploiement annoncé d'armes nucléaires russes sur le territoire bélarusse.

La nouvelle doctrine dit aussi qu'une agression contre la Russie et/ou ses alliés par un membre d'une coalition (bloc, alliance) militaire serait considérée comme une agression de ce bloc tout entier contre la Russie (point 10). Cet élément est nouveau, et l'on peut se demander s'il porte uniquement sur l'OTAN, qui est au cœur des préoccupations de sécurité russes, ou s'il peut aussi s'adresser à d'autres « blocs », notamment les alliances américaines dans la zone Asie-Pacifique qui inquiètent la Russie, même si semble-t-il dans une moindre mesure que la confrontation sur le théâtre européen.

Enfin, la nouvelle doctrine, en omettant de mentionner la maîtrise des armements, est révélatrice de l'état d'esprit des Russes en la matière. L'architecture d'accords de maîtrise des armements s'était largement délitée avant l'invasion de 2022, en grande partie sous la pression des désaccords russo-occidentaux. La Russie semblait toutefois y rester intéressée. Aujourd'hui, Moscou a décidé de ne plus compartimenter les choses : alors que les États-Unis ont proposé de relancer le dialogue sur la stabilité stratégique, Moscou estime que les conditions ne sont pas réunies compte tenu des choix de Washington en Ukraine. C'est ce dont elle a argué en suspendant, en 2023, l'application du traité New Start et en « dé-ratifiant », quelques mois plus tard, le traité d'interdiction complète des essais nucléaires. L'absence d'une architecture solide de maîtrise des armements peut être l'occasion pour Moscou de renforcer sa main dans le rapport de force avec l'OTAN, notamment en mettant sur la table de nouveaux systèmes, comme le missile Orechnik, tiré sur l'Ukraine le 21 novembre 2024.

Ce tir est intervenu deux jours après l'adoption de la nouvelle doctrine. Le président Poutine a indiqué en le commentant que le Kremlin s'estime « en droit » de frapper des sites militaires des pays qui autorisent l'utilisation de leurs armes contre des installations russes¹¹. Certes, ce tir a été prénotifié aux États-Unis. Il constitue cependant un pas supplémentaire dans l'escalade et une manifestation de volonté dans le bras de fer en cours en Ukraine, mais également une démonstration de capacité dans un contexte où les outils de maîtrise des armements ne sont plus opérants. Il s'agit pour Moscou d'essayer de peser dans les calculs stratégiques des pays occidentaux à court et moyen termes, et sans

¹¹ Déclaration du 21 novembre 2024, [Kremlin](#), Moscou.

doute de se doter de capacités pouvant servir de monnaies d'échange ou de cartes de négociation en cas d'ouverture de nouvelles discussions bilatérales ou multilatérales sur la maîtrise des armements.

2. *Le testament nucléaire de l'administration Biden*

Par Bruno Tertrais

Quatre ans seulement après la dernière Directive présidentielle de planification nucléaire, une nouvelle version de celle-ci a été adoptée par la Maison-Blanche en mars 2024. Il s'agit autant d'une traduction en principes de planification de la *Nuclear Posture Review* de l'administration Biden que de la prise en compte d'une évolution défavorable du paysage nucléaire, trois éléments ayant changé la donne du point de vue de Washington au cours des quatre dernières années : la poursuite déterminée du programme nord-coréen, au point qu'il ne soit sans doute plus crédible de parer à cette menace par les seules défenses antimissiles ; la montée en puissance nucléaire de la Chine ainsi que la diversification de son arsenal ; et la crainte d'un emploi de l'arme nucléaire par la Russie.

Le court rapport non classifié présenté au Congrès – c'est la troisième fois que cette procédure est adoptée, le premier rapport ayant été publié en 2013 et le second en 2020 pour une directive d'avril 2019 – et rendu public le 15 novembre permet sinon de lever le voile sur cette Directive, du moins de confirmer que son ambition est de dissuader simultanément, « *en temps de paix, de crise et de conflit* », trois adversaires nucléaires potentiels identifiés, la Russie, la Chine et la Corée du Nord.¹²

Les responsables américains insistent généralement sur la continuité qui existe dans la politique nucléaire américaine. Ceci est sans doute toujours vrai, mais l'on note toutefois une évolution significative en une décennie : en 2013, les deux principales menaces identifiées étaient celles du terrorisme nucléaire et de la prolifération ; en 2024, celles-ci passent au second plan.

Parmi les éléments nouveaux annoncés, on note l'insistance sur « *l'intégration de capacités non-nucléaires dans la planification nucléaire américaine là où des capacités non-nucléaires peuvent soutenir la mission de dissuasion nucléaire* », et les passages qui concernent la maîtrise de l'escalade, à la fois en termes de principes (« *insistant sur l'importance de gérer l'escalade en réponse à une attaque stratégique limitée* ») et en termes de mise en œuvre : « *La Directive exige qu'à tous les plans de riposte à une attaque nucléaire limitée ou à une attaque non-nucléaire significative, aux conséquences majeures, soient associés un concept de gestion de l'escalade à l'avantage des États-Unis [favorably managing escalation], y compris en réduisant la probabilité d'une attaque nucléaire de grande ampleur contre les États-Unis ou ses alliés et partenaires* ».

On sait, par ailleurs, à quel point la notion de « limitation des dommages » est centrale dans la stratégie nucléaire contemporaine des États-Unis. On peut donc supposer que face à une menace extrême, tous les moyens, y compris non-nucléaires (frappes à longue portée, défenses antimissiles...) seraient mobilisés pour réduire les arsenaux nucléaires adverses.

¹² Report on the Nuclear Employment Strategy of the United States, Submitted pursuant to 491 (a) of Title 10, US Code, 7 novembre 2024. Ce document est légèrement plus court (6 pages) que celui de 2020 (11 pages).

Ce testament nucléaire de l'administration Biden témoigne du réalisme de l'équipe sortante : on se souvient en effet que lorsqu'il avait quitté la vice-présidence en janvier 2017, M. Biden avait fait savoir qu'il souhaitait significativement réduire le rôle des armes nucléaires dans la politique de défense.

L'administration Trump aura l'occasion de mettre sa marque sur la politique nucléaire américaine dès février 2026, si le traité New Start n'est pas une nouvelle fois prolongé.

QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES

1. Où en est l'arsenal d'ICBM de la Corée du Nord

Par Emmanuelle Maitre

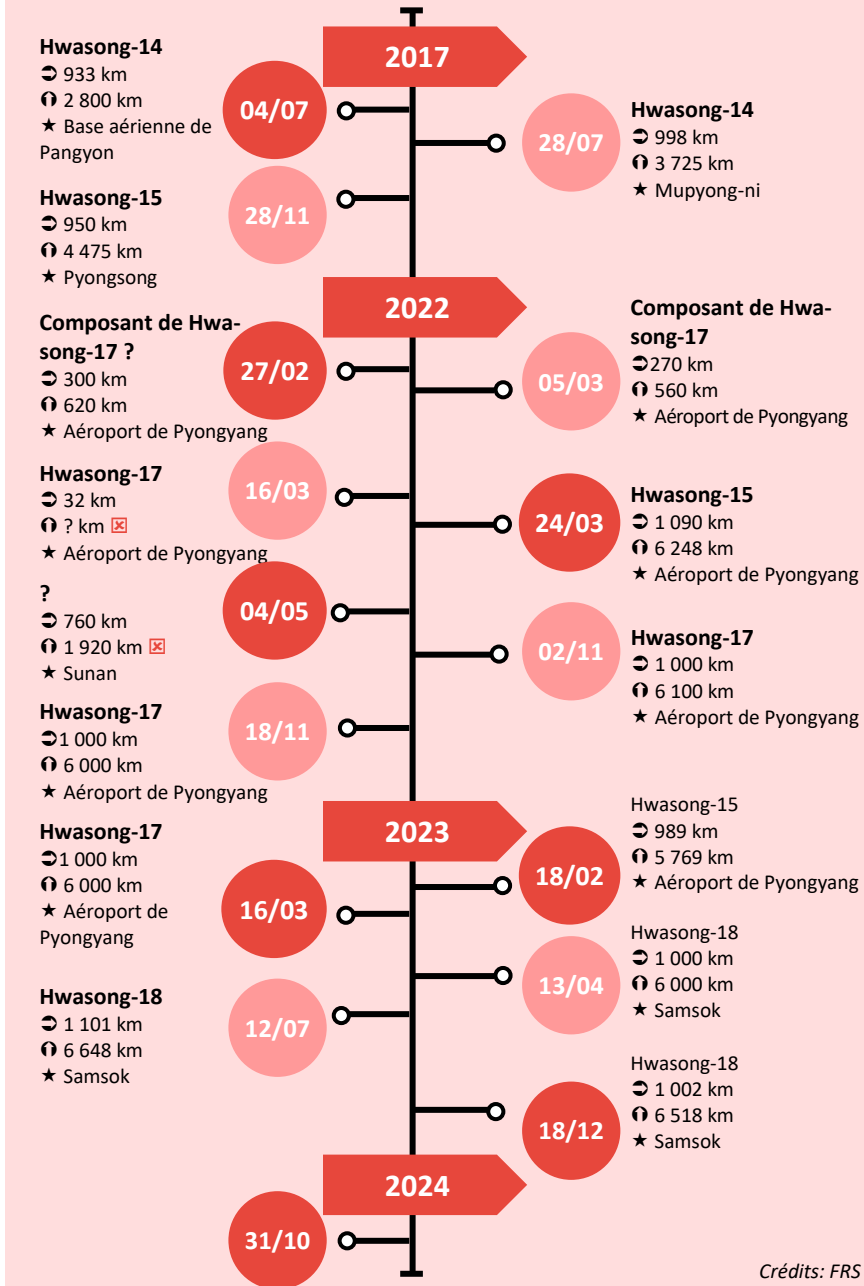
Le 31 octobre 2024 a eu lieu le dernier tir nord-coréen d'ICBM, en présence de Kim Jung-un. Le vol a duré, selon les autorités japonaises et sud-coréennes, 87 minutes, une durée record parmi les essais d'ICBM menés par le pays jusqu'à présent¹³. Pyongyang l'a décrit comme introduisant un nouveau missile, le Hwasong-19, à propulsion solide.

ICBM nord-coréens réputés en service

<p>Hwasong-15</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Longueur : 21-22 m✓ Diamètre : 2,4 m✓ 2 étages✓ Propulsion liquide✓ Portée : + 13 000 km		<p>Hwasong-17</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Longueur : 24-25 m✓ Diamètre : 2,4-2,5 m✓ 2 étages✓ Propulsion liquide✓ Portée : + 15 000 km	
<p>Hwasong-18</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Longueur : 23,5 m✓ Diamètre : 1,7-2 m✓ 3 étages✓ Propulsion solide✓ Portée : + 10 000 km		<p>Hwasong-19</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Longueur : ?✓ Diamètre : ?✓ 3 étages✓ Propulsion solide✓ Portée : + 10 000 km	

¹³ Helen Regan, Gawon Bae, Brad Lendon et Yumi Asada, « North Korea says it conducted new ICBM test, days ahead of US election », [CNN](#), 31 octobre 2024.

Essais d'ICBM réalisés par la Corée du Nord



Crédits: FRS

Les efforts de Pyongyang pour disposer d'une capacité de frappe intercontinentale s'étalent sur près de vingt-cinq ans, comme en témoignent les efforts menés pour développer les véhicules de lancement Taepodong-1 et Taepodong-2, entre 1998 et 2006. En 2012, la présentation du Hwasong-13 (KN-08) lors d'un défilé à Pyongyang a montré les ambitions du régime dans ce domaine. Le modèle exhibé, un ICBM à trois étages et à propulsion liquide, n'a jamais fait l'objet d'essai en vol, pas plus qu'une version à deux étages déployées lors d'un autre défilé en 2015¹⁴.

La Corée du Nord dispose *a priori* aujourd'hui de cinq modèles d'ICBM différents, dont quatre sont vraisemblablement en service (voir figure). Le premier, le Hwasong-14 (ou KN-20 selon la nomenclature américaine) a été annoncé comme opérationnel en 2017 mais certains analystes le jugent désormais

retiré du service¹⁵. Ce missile à propulsion liquide est composé de deux étages et est lancé par un TEL à 8 essieux. Sa portée théorique estimée est à 10 000 km. Ce missile n'a pas été vu depuis 2018 et pourrait n'avoir été qu'un prototype intermédiaire avant le déploiement de systèmes plus sophisti-

¹⁴ Hans Kristensen, Matt Korda, Eliana Johns et Mackenzie Knight, North Korean nuclear weapons, 2024, [Bulletin of the Atomic Scientists](#), 15 juillet 2024.

¹⁵ Ibid.

qués. Légèrement plus gros, le Hwasong-15 (KN-22) a été lancé la même année et dispose de caractéristiques similaires, nécessitant néanmoins un véhicule de lancement à 9 essieux. Il pourrait avoir une portée de 13 000 km lui permettant d'atteindre une grande partie du territoire américain. Il est intéressant de souligner que sur les photos publiées lors des trois essais signalés du Hwasong-15, le missile apparaît comme présentant des variantes, notamment concernant les étages propulsifs et le corps de réentrée. Il a pu être supposé que lors du deuxième essai en particulier, le modèle utilisé avait des réservoirs lui permettant d'emporter davantage de carburant pour une masse inerte réduite. Les modifications subies par le vecteur à chaque essai et sur une période de cinq ans montrent le travail technique des ingénieurs coréens pour perfectionner leurs systèmes¹⁶.

Dernier ICBM à propulsion liquide introduit dans l'arsenal nord-coréen, le Hwasong-17 (initialement présenté sous le nom de Hwasong-8, ou KN-22) dispose d'une taille encore plus imposante (véhicule à 11 essieux) ce qui a alimenté les spéculations sur une capacité d'emport de têtes multiples ou d'aides à la pénétration¹⁷. En 2023, Pyongyang a mis à l'essai son premier ICBM à propulsion solide, le Hwasong-18. Celui-ci utilise un TEL de dimensions proches de celles du Hwasong-15¹⁸. Il peut s'éloigner des routes bitumées comme en témoignent les essais réalisés en 2023. Comme souligné dans une étude récente, l'enchaînement de trois essais réussis en 2023 semble traduire la capacité de Pyongyang à produire un propergol de qualité et quantité suffisantes, mais également sa maîtrise de procédés complexes, tels que « *l'éjection à froid du missile, l'allumage, la séparation des étages, les modifications de trajectoire, ou encore la tenue mécanique des étages* »¹⁹. Le 31 octobre 2024, Pyongyang a conduit le premier essai du nouveau Hwasong-19, un missile légèrement plus long que le Hwasong-17, ce qui pourrait lui permettre d'emporter des charges plus lourdes voire des charges multiples²⁰.

Comme pour les missiles de courte portée²¹, la Corée du Nord semble avoir fait le choix de lancer plusieurs programmes concurrents, combinant les avantages de plusieurs choix technologiques et de plusieurs caractéristiques, en termes de propulsion, de taille, de charge utile, ... Bien que source de coûts additionnels, mener de front des programmes alternatifs permet également de limiter les vulnérabilités si un des programmes connaît des difficultés. La mise à l'essai régulière de différentes options technologiques contribue de manière large à la crédibilité de la dissuasion nucléaire nord-coréenne dans la mesure où cela accroît les chances qu'un des systèmes déployés fonctionne de manière nominale en cas d'utilisation. Le déploiement de différents types de missiles sur l'ensemble du territoire complique également les efforts adverses pour neutraliser l'ensemble de l'arsenal de manière préventive.

¹⁶ Christian Maire, Stéphane Delory et Antoine Bondaz, « Tir d'un ICBM le 18 février 2023 : les progrès technologiques du Hwasong-15 », *Programme Corée sur la sécurité et la diplomatie*, [FRS](#), mars 2023.

¹⁷ Vann van Diepen, « March 16 HS-17 ICBM Launch Highlights Deployment and Political Messages », [38 North](#), 20 mars 2023.

¹⁸ National Air and Space Intelligence Center, Ballistic and Cruise Missile Threat, [Defense Intelligence Ballistic Missile Analysis Committee](#), 2020.

¹⁹ Christian Maire et Stéphane Delory, « Analyse de l'ICBM Hwasongpho-18 (HS-18) », *Programme Corée sur la sécurité et la diplomatie*, [FRS](#), janvier 2024.

²⁰ Vann van Diepen, « North Korea Tests New Solid ICBM Probably Intended for MIRVs », [38 North](#), 5 novembre 2024.

²¹ Stéphane Delory, Antoine Bondaz, Christian Maire, « North Korean Short Range Systems, Military consequences of the development of the KN-23, KN-24 and KN-25 », [In-depth Report](#), HCoC Programme, FRS, 2022.

PUBLICATIONS ET SEMINAIRES

1. *Posture nucléaire de l'OTAN et maîtrise des armements*

Plusieurs experts et instituts se sont récemment penchés sur la posture nucléaire de l'OTAN. Du côté du *James Martin Center for Nonproliferation Studies*, Miles Pomper, David Santoro et Nikolai Sokov ont analysé l'évolution du paysage stratégique, en Europe et en Asie, avant d'étudier la manière dont l'OTAN devrait réagir et en particulier se positionner en matière de maîtrise des armements²². Leur étude détaille les changements de posture et les évolutions des arsenaux russe et chinois. En particulier, elle analyse dans le détail la politique nucléaire de Moscou depuis le début de la guerre en Ukraine. Les auteurs jugent que le risque nucléaire est demeuré faible tout au long du conflit, et que le franchissement des lignes rouges russes par l'OTAN conduirait avant tout à une riposte conventionnelle. Néanmoins, ils soulignent les risques potentiels d'escalade. Ainsi, ils montrent la mauvaise compréhension occidentale des lignes rouges russes : pour les auteurs, il ne faut pas attendre une réaction russe à une décision occidentale de franchir un seuil dans son assistance à l'Ukraine de manière immédiate. Au contraire, la Russie attendrait vraisemblablement de voir dans quelle mesure cette action l'empêche de poursuivre la guerre. Le décalage temporel entre la décision occidentale et la réaction russe pourrait engendrer des risques d'escalade. Par ailleurs, l'étude s'attarde sur les exercices nucléaires des forces non stratégiques russes et en particulier celui de l'été 2024, particulièrement médiatisé, clairement destiné à envoyer un message à l'OTAN sur le rôle et la capacité des armes non-stratégiques.

Enfin, le chapitre sur la Russie insiste sur les différents scénarios pouvant conduire à une escalade entre l'OTAN et la Russie, par exemple le ciblage de forces alliées en Ukraine, la frappe sur des installations ou armes destinées à l'Ukraine sur le territoire d'un pays de l'OTAN, ou un incident maritime en mer Baltique. Les auteurs rappellent néanmoins que les premiers échelons d'escalade dans ce type de situation seraient vraisemblablement conventionnels, avec éventuellement le choix d'effectuer un essai nucléaire au cours de l'escalade. Ils en concluent que le rôle des armes nucléaires reste limité dans le cadre du conflit en Ukraine et se concentre sur le fait d'empêcher une défaite stratégique de la Russie liée à l'intervention directe des forces occidentales, défaite qui conduirait à l'effondrement du régime politique.

Concernant la Chine, le rapport permet là-encore de lister les derniers développements nucléaires et de s'interroger sur ses conséquences stratégiques pour les États-Unis et leurs alliés. Il pointe le risque

²² Miles Pomper, David Santoro et Nikolai Sokov, « The Future of NATO's Nuclear Posture and Arms Control in Today's More Dangerous World », [CNS Occasional Paper](#), #62, septembre 2024.

de voir s'appliquer le paradoxe de la stabilité-instabilité, la Chine pouvant se montrer plus tentée de prendre des risques au fur et à mesure que sa dissuasion nucléaire semble plus crédible et assurée. Les auteurs développent également les implications de l'alliance russo-chinoise.

Si les auteurs soulignent les différentes options défendues à Washington et en particulier par la *Strategic Posture Commission*, ils estiment qu'il faut poursuivre l'objectif de maîtrise des armements avec à la fois Moscou et Beijing. En Europe, ils notent que la stratégie historique dite « dual-track » semble conserver sa pertinence, avec un renforcement de la posture de dissuasion et de défense permettant à la fois d'avoir une posture plus forte dans les négociations mais également de disposer éventuellement de « bargaining chips ». Ils proposent à ce titre de réfléchir au déploiement de missiles de croisière nucléaires dans des pays de l'OTAN, au déploiement de systèmes terrestres nucléaires ou conventionnels, à des changements sur la mise en œuvre de la mission de partage nucléaire de l'OTAN lui permettant d'être plus résiliente. Pour les auteurs, beaucoup de ces mesures peuvent être directement associées à des efforts de maîtrise des armements, avec potentiellement des tentatives spécifiques d'obtenir des concessions de la part de la Russie en échange au renoncement de certains déploiements.

Les auteurs reprennent les propositions de Rose Gottemoeller concernant un traité successeur au traité FNI, s'appuyant sur un moratorium sur les systèmes terrestres nucléaires, et jugent que la France et le Royaume-Uni devraient se montrer ouverts sur le principe à participer à des négociations de maîtrise des armements. Le rapport indique que les limites numériques ont peu de pertinence dans le contexte actuel. En revanche, il est important pour l'OTAN de continuer à faire preuve de transparence et de prédictibilité, préservant dans la mesure du possible le type de notifications et d'échanges d'informations liés au traité New Start.

Ce type de maîtrise des armements est en particulier à privilégier s'agissant de la Chine, avec la nécessité de rechercher un dialogue stratégique large qui permette aux deux parties de s'exprimer sur les systèmes qui les préoccupent. Ils estiment qu'un forum multilatéral, s'inspirant du processus d'Helsinki pendant la Guerre froide, pourrait être utile en Asie pour favoriser un dialogue sur la maîtrise des armements et la réduction des risques. Des discussions informelles devraient également se poursuivre sur différentes mesures de transparence et mesures de confiance, sur le modèle de ce qui existe encore sur le théâtre Euro-atlantique.

De leur côté, William Alberque et Artur Kacprzyk proposent dix options pour renforcer la dissuasion nucléaire de l'OTAN, à mettre en place en Europe²³ : la certification à l'emport d'armes nucléaires de davantage de chasseurs-bombardiers, l'adaptation de davantage de bases aériennes à l'accueil d'armes nucléaires, une participation plus large des alliés aux missions d'accompagnement des raids nucléaires, un message plus fort et fréquent de l'ensemble des alliés sur le caractère nucléaire de l'Alliance, un renforcement de la résilience du territoire européen à une attaque nucléaire et une amélioration des capacités de défense anti-aérienne et anti-missile, une augmentation de la capacité de planification et

²³ William Alberque et Artur Kacprzyk, « More Pillars Needed: Ten Options for Europe to Improve NATO's Nuclear Deterrence », [Stimson Center](#), 2 octobre 2024.

d'exercice nucléaires, le développement de nouveaux vecteurs pour porter la capacité nucléaire déployée en Europe, un renforcement des capacités conventionnelles des alliés et une plus grande contribution de la France et du Royaume-Uni à la dissuasion otanienne. Plusieurs responsables de l'Alliance ont jugé très utile d'avoir ce catalogue d'options qui servira sans doute de base aux réflexions des alliés sur le sujet.

CALENDRIER

Prochains événements et webinaires :

- **3 décembre 2024** : Going nuclear: strategic and domestic considerations in South Korea, [webinaire organisé par la FRS](#), 11h-12h30
- **10 décembre 2024** : US Nuclear Deterrence At a Crossroads, conférence avec Vipin Narang, [CIENS](#), 18h-20h